

3 Nouveau cadre d'éthique pour la recherche avec des êtres humains

4 Programme de francisation à l'École de langues

5 Boursière émérite du CRDI



8 Préserver la santé des artistes



Création d'un Centre d'études Wallonie-Bruxelles

L'UQAM et la délégation Wallonie-Bruxelles au Québec¹ se sont associées pour créer à l'Université le Centre pluridisciplinaire d'études Wallonie-Bruxelles. Ce Centre, qui sera rattaché à la Faculté des lettres, langues et communications, aura pour mandat général de promouvoir entre les communautés belges et québécoises francophones de nouveaux partenariats dans plusieurs sphères d'activités, qu'elles soient artistiques, scientifiques, culturelles, politiques, sociales ou économiques. C'est M. Michel Biron, professeur au Département d'études littéraires et spécialiste de la littérature belge, qui en assumera la direction.

informatique, etc.) est-elle apparue comme étant l'institution universitaire la mieux placée au Québec pour abriter et animer le Centre d'études Wallonie-Bruxelles.

Objectifs et activités

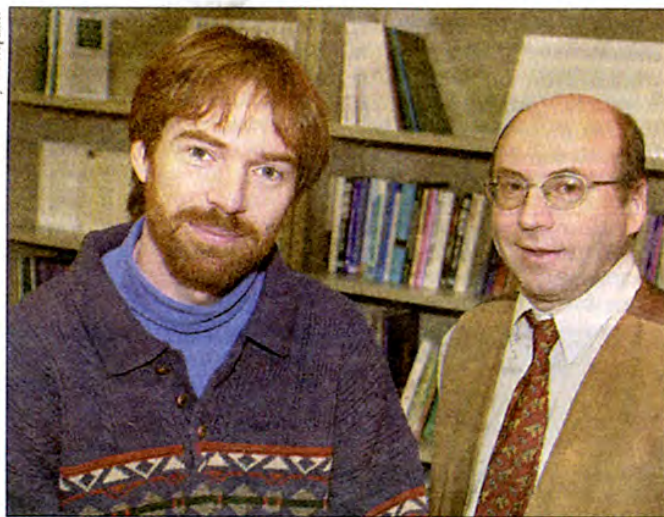
Le Centre aura une vocation interdisciplinaire, ouverte d'abord sur les dimensions culturelles (arts et lettres), mais aussi sur les enjeux sociaux, politiques et scientifiques. Dans cet esprit, il créera un centre de documentation représentatif de l'activité intellectuelle en Belgique francophone², et suscitera également des actions sous forme de recherches, d'enseignements, de publications, de

tière à développer des travaux de recherche. Par ailleurs, il soutiendra des activités conçues sur une base de projets ponctuels, autour de thématiques « rotatives » particulières³ dans des domaines jugés prioritaires par les partenaires.

Un caractère novateur

Selon Jean-Pierre Lemasson, directeur du Bureau de la coopération internationale à l'UQAM, un tel centre d'études international qui combine à la fois la recherche, la formation et les services à la collectivité est novateur et n'a pas d'équivalent ailleurs au Québec. « Jusqu'à maintenant, précise-t-il, les activités de coopération internationale se développent autour de projets précis qui ont un début et une fin. Ce Centre sera, au contraire, un lieu permanent de visibilité, de maillage et d'initiatives. Une sorte d'incubateur, un foyer d'idées et d'échanges. En même temps, il favorisera l'émergence d'une variété de projets ».

1. Cette délégation est la représentante des entités gouvernementales belges francophones au Québec.
2. Le centre de documentation sera logé au Département d'études littéraires.
3. À titre d'exemples, les thématiques pourraient porter sur l'environnement, les questions urbaines, le design, ou encore sur le système politique fédéral.



M. Michel Biron, coordonnateur du Centre d'études Wallonie-Bruxelles, et M. Jean-Pierre Lemasson, directeur du Bureau de la coopération internationale à l'UQAM.

Pourquoi à l'UQAM ?

Comme le rappelle M. Biron, il existe en Belgique, depuis 1977, un Centre d'études québécoises ayant pour mission de promouvoir la connaissance du Québec. Depuis lors, les collaborations entre chercheurs belges et québécois ont été nombreuses. C'est cette même stratégie que les autorités belges ont décidé d'utiliser afin de mieux faire connaître la Belgique francophone au Québec. Aussi l'UQAM, par son dynamisme, par son intérêt pour la multidisciplinarité et par la présence de nombreux chercheurs déjà en contact avec la Belgique dans des secteurs variés (arts, environnement, systèmes d'information géographique,

colloques et d'échanges entre professeurs ou étudiants. Enfin, il verra à renforcer les collaborations entre les partenaires québécois et belges. « Le Centre, souligne M. Biron, agira comme un carrefour d'initiatives et jouera un rôle de catalyseur ». Certaines activités auront un caractère récurrent, tandis que d'autres se réaliseront sur une base ponctuelle. Ainsi, le Centre assurera des fonctions d'animation (faire connaître des initiatives culturelles) et de diffusion d'œuvres à caractère social et culturel, de travaux scientifiques et socio-économiques, et mettra en place un site web. Les professeurs et étudiants de l'UQAM pourront donc y trouver ma-

Une Chaire qui allie science et gestion



Le titulaire adjoint et directeur scientifique, le professeur Michel Y. Bergeron (stratégie des affaires) et le titulaire de la Chaire en gestion des bio-industries, le professeur Paul Beaulieu (management et technologie).

À l'origine des produits mis en marché par l'industrie des biotechnologies, il y a des idées, élaborées par des scientifiques, dont la formation et l'expertise sont indéniables dans leur champ de compétence, mais tout à fait insuffisantes en ce qui touche la gestion des affaires. Pourtant, la très grande majorité (88 %) des entreprises de ce secteur en pleine expansion sont des PME et leurs gestionnaires proviennent des disciplines scientifiques. C'est donc à des besoins criants que la nouvelle Chaire de gestion des bio-industries veut répondre.

Avec plus de 300 entreprises et 24 000 emplois, dont la moitié en recherche et développement, le Canada occupe le 2^e rang mondial dans le secteur des biotechnologies, derrière les États-Unis. Le Québec abrite plus du tiers de ces entreprises. Près de la moitié du secteur biopharmaceutique canadien se trouve dans la région de Montréal, pôle des bio-sciences et de la génomique. « Si on veut que le Canada conserve ses acquis et améliore son positionnement sur l'échi-

Voir Chaire en page 7

Réinvestir dans l'éducation

À lire en page 4



Don de livres japonais

Le consul général du Japon à Montréal, M. Fumiaki Takahashi, a procédé, le 2 février dernier, à la remise officielle d'une soixantaine d'ouvrages portant sur de multiples facettes de la culture japonaise. Ces documents enrichiront la collection des bibliothèques. La Fondation du Japon, sise à Tokyo, est à l'origine de

ce don, qui peut être renouvelé d'année en année. L'École de langues de l'UQAM, où l'on enseigne le japonais depuis deux ans, a également bénéficié de la générosité de la Fondation qui lui a offert de nombreux manuels d'enseignement de la langue japonaise. La valeur combinée de ces dons se chiffre à plusieurs milliers de dollars.

Sur la photo, on aperçoit dans l'ordre habituel Mme Misa Hirai, qui enseigne le japonais à l'Université, Mme Antje Bettin, directrice de l'École de langues, le consul général du Japon à Montréal, M. Fumiaki Takahashi et Mme Louise Dandurand, vice-rectrice à la recherche, à la création et à la planification.



J.A. Martin

Premières bourses CN en ergonomie



De gauche à droite, les étudiants boursiers : François Taillefer, Derfoul Zohra, Anne Falardeau, Sonia Tremblay et Denys Denis.

Grâce à un don de 100 000 \$ du Canadien National (CN) à la Fondation de l'UQAM, cinq étudiants ont reçu récemment une bourse d'excellence en ergonomie. Il s'agit de Sonia Tremblay, candidate au diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en intervention ergonomique en santé et sécurité au travail, d'Anne Falardeau et de Derfoul Zohra, étudiantes à la maîtrise en sciences biologiques et, enfin, de Denys Denis et François Taillefer, étudiants au doctorat en ergonomie.

Ces Bourses CN, destinées aux étudiants inscrits au diplôme de deuxième cycle, à la maîtrise ou au doctorat en ergonomie, ainsi qu'aux stagiaires postdoctoraux qui se perfectionnent dans ce domaine, sont également étroitement associées aux tra-

voux de la Chaire GM en ergonomie. En effet, les bourses visent à encourager l'excellence des étudiants et des chercheurs qui veulent approfondir les connaissances dans les domaines de l'ergonomie et de la santé et sécurité au travail, et plus particulièrement dans les axes de développement de la Chaire, soit la rotation / polyvalence au travail et le développement de méthodes d'études ergonomiques de terrain.

Rappelons que grâce à la contribution de ses partenaires, la Fondation remet, en 1999-2000, près de 220 bourses d'excellence, soit 442 250 \$ aux étudiants de l'UQAM.

La rétro le 25 mai !

Le 25 mai prochain, une augmentation salariale rétroactive sera versée aux salariés syndiqués du SEUQAM et du SPUQ. En ce qui concerne les chargés de cours, les cadres et les employés non-syndiqués, la date du versement n'était pas encore arrêtée, au moment d'aller sous presse, mais « nous tentons de faire en sorte que tous les versements s'effectuent dans la même période », explique Mme Jacynthe Drolet, directrice intérimaire de la planification et des services, au Service des ressources humaines. Les échelles salariales seront majorées de 1,5 % rétroactivement au 1^{er} décembre 1998, et de 2,5 % au 1^{er} décembre 1999. À compter de la date du versement rétroactif, les paies seront ajustées en tenant comp-

te de ces nouveaux taux. On sait que depuis plus de 25 ans, les augmentations salariales accordées aux employés des secteurs public et parapublic le sont également à ceux de l'ensemble du réseau de l'UQ, en vertu d'une « clause remorque ». La récente entente gouvernementale prévoit des augmentations salariales de 9 % sur quatre ans, couvrant la période allant du 1^{er} janvier 1999 au 31 décembre 2002. Cette majoration est répartie comme suit, pour chacune de ces années : 1,5 %, 2,5 %, 2,5 % et 2,5 %. Rappelons qu'à l'UQAM, les augmentations entrent en vigueur un mois plus tôt, soit le 1^{er} décembre de chaque année.

La Révolution tranquille : 40 ans plus tard...

Thèmes

La santé
L'éducation
Le modèle économique québécois
La question nationale
Les grands enjeux

Avec la participation d'une quarantaine d'intervenants, dont Jean Charest, Bernard Landry, Stéphane Dion, Jacques Parizeau, Alban D'Amours, Claude Blanchet, Guy Rocher, Pierre Curzi, Gérald Larose, Louis Roquet, Lorraine Pintal et plusieurs autres

30, 31 mars et 1^{er} avril 2000

UQAM



Renseignements

Site Internet: www.uqam.ca
Téléphone: (514) 987-6964

COLLOQUE SUR LES LEADERS DU QUÉBEC CONTEMPORAIN 12^e

L'UQAM

Éditeur
La direction du Service de l'information et des relations publiques
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. «Centre-ville»
Montréal, Qué., H3C 3P8
Service de l'information interne
Directeur : Jean-Pierre Pilon
Rédaction : Claude Gauvreau, Michèle Leroux, Céline Séguin
Tél. : 987-6177
Local J-M330
Adresse électronique : JOURNAL.UQAM@UQAM.CA
Version W3 : <http://www.medias.uqam.ca>
Le service de l'information interne est responsable de la publication de L'UQAM dont le contenu n'engage pas la direction de l'Université.
Publicité : Rémi Plourde : 987-4043
Secrétaire : France Brûlé 987-6177
Photographies : J.A. Martin et Sylvie Trépanier
Mise en page : Services de graphisme, SIRP
Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216
La reproduction des articles, avec mention obligatoire, est autorisée sans préavis.



Un nouveau cadre d'éthique pour la recherche avec des êtres humains

La Commission des études et le CA ont adopté récemment un document¹ qui décrit la nouvelle position de l'UQAM à l'égard de l'éthique de la recherche impliquant la participation de sujets humains.

Des principes éthiques directeurs

Le *Cadre normatif pour l'éthique de la recherche avec des êtres humains*² repose sur un ensemble de valeurs morales et de principes qui déterminent les droits individuels et collectifs des personnes appelées à s'impliquer à titre de sujets de recherche. Comme le souligne Diane Berthelette, présidente du Comité d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'UQAM, ces principes et ces valeurs reposent sur le respect de la personne (droit à l'intimité, à la discrétion, à l'intégrité physique, psychique et culturelle), la recherche du bien pour autrui, ainsi que la non-malfaisance et l'équité.

Le principe du respect de la personne accorde au sujet le pouvoir de disposer des informations nécessaires concernant la recherche pour laquelle il a été sollicité, et ce afin de poser un choix éclairé quant à sa participation. Ce principe appelle également la protection des personnes mineures et de celles placées dans une situation de dépendance ou de minorité. Le principe de la recherche du bien pour autrui veut que les résultats escomptés d'une recherche ne puissent prévaloir sur le bien des personnes impliquées, d'autant lorsque la recherche laisse entrevoir des risques élevés que les sujets eux-mêmes ne sont pas en mesure d'évaluer ou d'assumer. Quant à la non-malfaisance, elle vise à rappeler aux chercheurs l'obligation de ne pas porter atteinte à la vie privée des sujets. Enfin, le principe de l'équité implique que les chercheurs ne devraient pas exclure de leurs investigations des personnes pour des motifs liés, par exemple, à leurs culture, religion et



Mme Diane Berthelette, présidente du Comité d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'UQAM et professeure au Département d'organisation et ressources humaines.

tellectuelle ou autre; l'utilisation de matières biologiques ou le développement de procédures de type clinique, thérapeutique, etc. En fait, explique Mme Berthelette, « le cadre ne s'applique pas à des domaines de recherche plus particuliers que d'autres, même si on a développé à l'UQAM certaines problématiques de recherche comportant une dimension éthique importante, comme celles qui concernent des populations dites vulnérables : personnes âgées, jeunes dans la rue, individus souffrant de troubles mentaux, etc ».

Principaux changements

L'implantation du cadre normatif, précise Mme Berthelette, implique un certain nombre de changements. Ainsi, tout projet de recherche mené par des professeurs et faisant appel à des sujets humains doit faire l'objet d'une approbation par le Comité d'éthique de la recherche de l'UQAM. Il en va de même pour les amendements apportés aux projets et leurs demandes de renouvellement. Les projets de recherche initiés par des étudiants de deuxième et de troisième cycles devront également faire l'objet d'une évaluation éthique. Pour ce faire, les départements auront à favoriser l'apprentissage des principes éthiques par les étudiants et prévoir des mécanismes d'évaluation des projets de mémoire ou de thèse. L'implantation de ces mécanismes devrait être complétée en septembre 2000. Enfin, il faudra aussi favoriser l'apprentissage des principes de l'éthique de la re-

cherche chez les étudiants de premier cycle (par des cours de méthode de recherche).

Au cours des prochains mois, ajoute Mme Berthelette, le Comité d'éthique³ et le Service de la recherche et de la création continueront à développer des outils d'information afin de faciliter la mise en oeuvre du Cadre normatif.

1. Ce document a été élaboré par un groupe de travail, présidé par M. Marc Blain du vice-rectorat à la recherche, à la création et à la planification.
2. Le cadre remplace l'ancienne Politique institutionnelle de l'Université datant de 1993. Les modifications apportées ont été motivées par la publication, en août 1998, de la politique des trois Conseils fédéraux de la recherche (CRSH, CRSNG et CRM). Cet *Énoncé de politique sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains* a été élaboré à la suite d'un long processus de révision et de consultation. Aussi ces organismes subventionnaires ont-ils demandé aux établissements universitaires de se conformer à l'esprit et aux exigences de leur nouvelle politique. Il s'agissait aussi d'une condition préalable au financement de la recherche universitaire.
3. Le comité, qui est permanent et autonome, est composé de professeurs provenant de différentes disciplines : travail social, histoire, philosophie, sciences biologiques, psychologie, éducation, sciences juridiques et sexologie. On y trouve aussi un représentant d'un organisme communautaire et un attaché d'administration du Service de la recherche et de la création.

Sur Internet :

<http://www.unites.uqam.ca/src/ethique-cadre-normatif.htm>

VITE LU

Boursier brésilien

M. Carlos Jose Passos, étudiant à la maîtrise en sciences de l'environnement et participant au projet *Mercurie en Amazonie* mené par les professeurs Marc Lucotte et Donna Mergler, vient de se voir décerner une bourse de 10 000 \$ pour une durée de deux ans. Mme Mergler, récipiendaire d'une bourse de 395 000 \$ du CRDI (voir article en page 5), redistribue ainsi une partie des sommes qui lui ont été allouées en soutenant financièrement des étudiants brésiliens et canadiens dont les travaux se situent dans l'axe de recherche « écosystèmes et santé humaine ».

Propositions de communication

La date limite pour recevoir des propositions de communication à la cinquième Conférence internationale sur les représentations sociales a été reportée au **5 mars prochain**. Rappelons que cette conférence est organisée par le Centre interdisciplinaire de recherche sur l'apprentissage et le développement en éducation (CIRADE), en collaboration avec la Faculté des sciences humaines, et qu'elle aura lieu du 30 août au 2 septembre 2000 au Renaissance Hôtel du Parc.

Pour de plus amples renseignements, contactez Chantal Ouellet au 987-3000, poste 4188, ou Lisette Giroux au 987-3000, poste 6186.

Sur Internet :

<http://www.et.uqam.ca/nobel/cirade/animation/RS2000.html>

Design : nouveau nom

La Commission des études a adopté le changement de dénomination du Département de design pour École de design. Toutefois, il est à noter que ce changement de nom ne comporte aucune modification aux Règlements et aux Politiques de l'UQAM.

Nous avons un dessein commun

Les dons planifiés contribuent à former les étudiants dans les meilleures conditions possibles

DONS PLANIFIÉS

Bâtir

la tradition



UQAM
LA FONDATION

Renseignements :
Danielle Dagenais-Pérusse
(514) 987-3000, poste 3094
dagenais-perusse.danielle@uqam.ca

10% des bourses octroyées par la Fondation de l'UQAM proviennent de dons planifiés

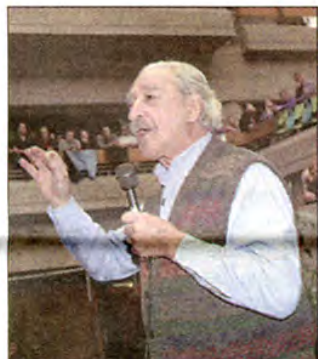
Les étudiants débattent, protestent et manifestent

Lectures publiques, conférences, rassemblements, manifestation, levée de cours, piquetage, voilà autant d'événements qui ont marqué la vie universitaire - essentiellement au sein des pavillons Judith-Jasmin et Hubert-Aquin - dans la foulée du mouvement de grève initié par l'Association générale étudiante des secteurs sciences humaines, arts, lettres et communications (AGEsshalcUQAM). C'est lors d'une assemblée générale tenue par l'Association le 17 février dernier que la grande majorité des 1 500 personnes présentes ont voté le déclenchement de la grève. La détérioration des conditions socio-économiques des étudiants, le sous-financement des universités, l'« influence » de plus en plus grande qu'y exerceraient le secteur privé, ainsi que le caractère jugé « non représentatif » du Sommet du Québec et de la jeunesse,

figurent parmi les principaux griefs qui ont conduit les membres de l'AGEsshalcUQAM à protester sur la place publique. Outre un réinvestissement massif dans les secteurs de l'éducation postsecondaire et des services sociaux, les étudiants réclament, entre autres choses, que les modalités entourant la désignation du recteur - ainsi que la composition du CA - soient révisés par l'Université. Au moment de mettre sous presse, le mouvement de protestation se poursuivait jusqu'au 25 février, date à laquelle les étudiants étaient conviés à une autre Assemblée pour décider de la suite des choses. Par ailleurs, l'Association des étudiants et étudiantes en sciences de l'éducation (ADEESE) tiendra une assemblée générale le 29 février. Un retour sur le Sommet de la jeunesse ainsi qu'un point grève seront, notamment, à l'ordre du jour.



Sylvie Trépanier



Sylvie Trépanier



Sylvie Trépanier

Les mouvements étudiant, syndical et communautaire se donnent rendez-vous lors de la manifestation « Précarité, Exclusion zéro ». Michel Chartrand s'adresse aux étudiants réunis sur la Grande Place le 24 février.

École de langues Pour une meilleure intégration, en français, des immigrants

Selon les termes d'une entente conclue récemment avec le ministère québécois des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI), l'École de langues dispensera des cours de langue française à quatre groupes de 17 nouveaux immigrants, pour la grande majorité non-francophones¹, et ce pour une période de 32 semaines. D'ailleurs, le 27 mars prochain, le ministre Robert Perreault viendra inaugurer officiellement ce nouveau programme de francisation.

Une formation de niveau supérieur

Les nouveaux arrivants, dont certains sont originaires de Chine, de Russie, d'Europe de l'Est, d'Amérique Latine et du Moyen-Orient, sont établis au Québec depuis trois à six mois en moyenne. Plusieurs d'entre eux possèdent déjà une formation scientifique et tous ont plus de 12 années de scolarité. Outre des cours de français, les étudiants pourront s'inscrire à des ateliers de phonétique, de conversation et d'informatique. Des sessions de préparation au marché du travail sont également prévues. Comme l'explique Gladys Benudiz, maître de langues à l'École, « nous avons tenté d'adapter le programme de francisation du MRCI aux standards de formation universitaire². Notre programme est plus exigeant que celui offert dans les Centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI) ». L'accent est mis sur l'écrit et l'on vise à ce que les étudiants atteignent un niveau fonctionnel au terme de leur formation. Enfin, précise Mme Benudiz, « nous les encourageons à poursuivre leurs études dans une université francophone. D'ailleurs, plusieurs de nos étudiants chinois ont manifesté le désir de s'inscrire éventuellement à notre programme de certificat en français écrit pour non-francophones ».

Une réforme des services

Pour comprendre le sens de cette entente entre le MRCI et l'École de langues, il faut rappeler qu'en novembre dernier, le ministère annonçait une diversification de ses services de francisation et d'intégration. Les cours de français seront désormais de plus en plus offerts hors des COFI, soit dans des universités, des cégeps et des organismes communautaires, par le biais de contrats de services³. Le MRCI entend ainsi faire passer de 60 % à 75 % le bassin de nouveaux arrivants qui s'inscrivent à des cours de français. Une stratégie qui vise un arrimage plus étroit avec des partenaires institutionnels et entre les différents domaines de services : intégration à la fois linguistique, économique et sociale.

Des activités d'intégration

En plus des 20 heures de cours de français, l'École de langues offrira, à chaque semaine, 10 heures d'activités d'intégration aux milieux univer-



Quelques-uns des nouveaux étudiants immigrants lors d'une journée d'accueil à l'École de langues.



Mme Gladys Benudiz, maître de langues.

sitaire et montréalais, comprenant notamment des ateliers d'encadrement et de renforcement. Des étudiants du certificat en français écrit organiseront des sorties en ville. Quant au Centre d'écoute et de référence Halte Ami de

l'Université, il prendra en charge toute la dimension socio-affective de l'intégration des immigrants et organisera, entre autres, des dîners communautaires à chaque jour. Enfin, dans le but de favoriser les échanges, des jumelages sont aussi prévus avec des étudiants francophones inscrits à des cours de langue étrangère à l'École.

1. Signalons qu'à l'École de langues, un projet pilote de programme de francisation avait débuté en août dernier avec deux groupes de nouveaux immigrants.
2. À noter la participation de Mme Marguerite Hardy, conseillère pédagogique à l'École de langues, dans l'élaboration du volet pédagogique du programme de francisation et dans l'encadrement des moniteurs.
3. Le MRCI demeurera le maître d'oeuvre de la francisation.

Colloque sur la folie

Un colloque interuniversitaire organisé par le Centre d'histoire des régulations sociales (CHRS) aura lieu le 10 mars prochain, à l'UQAM, à la salle D-R200 du pavillon Athanase-David, sur le thème *Folie et société au Québec, 19^e-20^e siècles*. L'étude de l'aliénation mentale se situant au carrefour de nombreuses disciplines, l'événement sera l'occasion d'entendre tour à tour des spécialistes de l'histoire de la folie issus des milieux de l'histoire du contrôle social et de la régulation sociale, de l'histoire de la médecine et des sciences, de la sociologie, du service social, de la criminologie de même que du monde psychiatrique.

Si l'historiographie de la folie s'est d'abord intéressée au développement du savoir médical qui avait autorité sur elle, puis à la relation entre son institutionnalisation et la montée des mesures de régulation sociale au 19^e siècle, les spécialistes s'intéressent beaucoup plus, depuis une dizaine d'années, aux personnes souffrant d'aliénation mentale. L'étude de la

norme, du droit, de la médecine et de la vie en famille permet de mieux comprendre le cycle qui, depuis deux siècles, a conduit les aliénés de la communauté aux institutions, puis de l'asile à la désinstitutionnalisation des dernières années.

Le programme du colloque est structuré autour de trois ateliers intitulés : 1. *Le fou criminel : la double déviance*; 2. *La folie hors les murs : famille et prise en charge de la déviance mentale*; 3. *Institutionnalisation et désinstitutionnalisation : le difficile retour à la communauté*. Une table ronde sur le thème *Écueils et défis de l'historien de la folie* clôturera l'événement. Elle sera présidée par le professeur Jean-Marie Fecteau (histoire), qui prononcera également une conférence, à l'instar des professeurs Henri Dorvil (travail social) et Peter Keating (histoire), et des étudiants Thierry Nootens (doctorat en histoire) et Lucie Quevillon (maîtrise en histoire). Pour de plus amples informations, on peut téléphoner au CHRS au 987-3000, poste 6511.

Séisme en Colombie À l'écoute de la Terre

Dans le but d'aider à comprendre les causes du tremblement de terre qui a fait plus de 4 000 morts en janvier 1999 dans la région d'Arménia, dans les Cordillères centrales en Colombie, les professeurs Robert Desjardins (géographie) et Normand Goulet (sciences de la Terre et de l'Atmosphère) ont été invités à collaborer à une recherche commanditée par le Centre canadien de télédétection/Géomatique Canada, par l'intermédiaire du programme GlobeSAR2. Les travaux ont permis de déceler des fractures et des couloirs de déformation intense qui n'avaient pas été identifiés auparavant.

La région de Manizales, territoire visé par l'étude, est située au sud d'Arménia (300 000 habitants) et elle est traversée par le même système de

côté canadien du projet et spécialiste en analyse d'images, a accueilli au GÉOLAB en Systèmes d'information géographique (SIG), à l'UQAM, M. José Alberto Crispancho Pérez, un chercheur de l'Instituto Geografico Augustin Codazzi de Bogota. Pendant plus d'un mois, le chercheur colombien a pu se familiariser avec le traitement numérique d'images acquises par satellite et avec le logiciel canadien PCI. Dans le cadre de cette formation, deux étudiants de deuxième cycle en géographie ont encadré monsieur Pérez dans les différentes étapes de son apprentissage, indique M. Desjardins.

À la suite des observations faites en laboratoire à partir des images obtenues grâce au satellite canadien, des vérifications sur le terrain s'avéraient nécessaires. Au cours des mois de juin



Normand Goulet
Ville de Manizales, en Colombie, au cœur de la Cordillère des Andes.

failles. La présence de volcans augmente sa vulnérabilité, comme l'a démontré l'éruption majeure du volcan Nevado del Rius, qui a fait 27 000 morts en 1985. « La recherche porte sur l'utilisation des données du satellite de télédétection canadien RADARSAT dans l'analyse physiographique et géologique de la région », explique M. Desjardins. Plus spécifiquement, il s'agit de détecter et d'analyser les linéaments, les failles majeures et fractures ayant une signification géologique utile dans un contexte d'activités à caractère volcanique et sismique. Ces travaux s'effectuent grâce au traitement numérique d'images et avec l'aide de données de terrain et de documents connexes.

Tranfert de connaissances Nord-Sud

Dans un premier temps, le professeur Desjardins, responsable du

et juillet derniers, une campagne de terrain a été effectuée dans les Cordillères centrales, sous la direction des professeurs Pérez et Goulet (spécialiste en géologie structurale). Les relevés géologiques, localisés à l'aide de GPS (Global Positioning System), ont permis aux chercheurs d'identifier des systèmes complexes de failles actives non identifiés à ce jour. Ces fractures et couloirs de déformation intense bordent la chaîne volcanique qui s'élève à plus de 5 000 mètres d'altitude. Une seconde campagne de terrain est planifiée au début de l'été 2000. « Cette collaboration Nord-Sud, note M. Desjardins, a des retombées positives en matière de transfert de connaissances fondamentales, méthodologiques et techniques.



Normand Goulet
Une rue d'Arménia, en Colombie, à la suite d'un tremblement de terre qui a fait 4 000 morts en janvier 1999.

Donna Mergler Pour une approche écosystémique de la santé

Neurotoxicologue réputée pour ses travaux sur les effets de l'exposition au manganèse et au mercure, Donna Mergler, professeure au Département des sciences biologiques, s'est vu décerner une bourse de 395 000 \$ du Centre de recherches pour le développement international (CRDI)¹. Accordée pour trois ans, cette Bourse pour professeurs universitaires en écosystèmes et santé humaine lui permettra de mettre de l'avant un ambitieux programme visant à développer et à promouvoir la recherche et l'enseignement dans ce nouveau domaine d'études. « L'idée consiste à mettre ensemble, dans une approche plus dynamique et intégrée, les écosystèmes et la santé humaine. [...] Les humains ne sont pas seulement des destructeurs de l'environnement, ils en sont aussi les victimes » de rappeler Mme Mergler.

Recherche et formation

Grâce à la bourse du CRDI, Mme Mergler prévoit embaucher une jeune chercheuse, Sylvie De Grosbois, qui va oeuvrer avec elle à développer une approche écosystémique de la santé misant notamment sur la recherche participative et l'analyse du genre. Comme le rappelle la professeure, cette bourse du CRDI vise à encourager la constitution d'une expertise mettant de l'avant l'interdépendance entre environnement et santé humaine en vue, notamment, de faire de la prévention et de la gestion plus efficace. « C'est une approche interdisciplinaire qui cadre avec ce qui se fait à l'Institut des sciences de l'environnement (ISE), dont les recherches que j'y mène avec Marc Lucotte sur la contamination au mercure en Amazonie. Autre exemple, au Centre d'étude des interactions biologiques entre la santé et l'environnement (CINBIOSE), que je codirige avec Karen Messing, on planifie une étude multicentrique sur les femmes travaillant dans l'industrie des fleurs et ce, en collaboration avec des chercheurs de l'Amérique latine ». Ajoutons que le prix du CRDI permettra aussi à Mme Mergler d'encourager la relève puisqu'une partie de l'argent sera redistribué sous forme de bourses à des étudiants.

Une série de conférences

Le programme élaboré par Mme Mergler comprend également l'organisation d'une série de conférences à travers le Canada. Ces « Conférences Écosanté » porteront sur l'exploitation des mines, l'utilisation des pesticides et les politiques internationales sur l'eau; y seront abordés tant les impacts sur la santé humaine que sur l'environnement. « Quatre universités collaborent à ce projet, (UQAM, University of Toronto, Dalhousie University et University of Alberta) et au sein de chacune, on a des partenaires liés aux études féministes et aux recherches environnementales ». C'est l'UQAM qui ouvrira la tournée 2000, le 14 mars prochain, à 19 h, à la



Sylvie Trépanier
Mme Donna Mergler, professeure au Département des sciences biologiques et boursière émérite du CRDI.

salle SH 3260. Intitulée *Nettoyons nos mines : un dialogue Nord-Sud*, la conférence sera prononcée par Mme Béatrice Labonne, coordonnatrice du Bureau de la coopération technique des Nations-Unies. L'événement, ouvert au grand public et organisé en collaboration avec l'ISE et l'IREF, sera suivi d'une table ronde avec des gens de divers milieux : industrie des

mines, syndicat, groupe environnemental, etc.

1. Le CRDI a été créé afin d'aider les scientifiques et les collectivités des pays en développement à trouver des solutions à leurs problèmes économiques, sociaux et environnementaux au moyen de la recherche.

Écotourisme La Chine intéressée par l'expertise de l'UQAM

Le 24 février dernier, l'UQAM était l'hôte d'une délégation du gouvernement de la province du Yunnan (République populaire de Chine) avec à sa tête M. Shao Qiwei, le vice-gouverneur lui-même (à droite sur la photo). Dans la mesure où ce gouvernement a pour objectif de développer une industrie touristique, alors même que le Yunnan est un milieu environnemental fragile, les membres de la délégation se sont montrés intéressés à connaître l'expertise développée par l'Université en ces matières. Étaient notamment présents, lors de ces échanges, Mme Louise Dandurand, vice-rectrice à la recherche, à la création et à la planification, M. Jean-Pierre Lemasson, directeur du Bureau de la coopération internationale, ainsi

que les professeurs Louis Jolin, coordonnateur du Centre international de formation et de recherche en tourisme (CIFORT), Danielle Pilette, directrice des programmes de formation en tourisme, Marcel Samson, membre du Bureau des gouverneurs de la Chaire de tourisme et Jean Ducharme, doyen de l'École des sciences de la gestion. Précisons que la délégation du Yunnan était composée du vice-gouverneur, de quatre cadres oeuvrant dans les secteurs de l'environnement, du tourisme, de l'économie et des technologies, du vice-maire de la ville de Kunming et d'un interprète. Leur séjour d'une semaine à Montréal s'inscrit dans la foulée de la visite du maire Bourque en Chine au printemps dernier.



Sylvie Trépanier

Deux autres rapports sectoriels de la CUP

Éducation physique

Dans son rapport portant sur l'éducation physique et les sciences de l'activité physique, la CUP fait notamment le point sur la situation des programmes à la suite de la réforme de la formation des maîtres¹ et met de l'avant huit recommandations.

Formation continue

D'abord, compte tenu que les enseignants en exercice au primaire et au secondaire ont la responsabilité d'enseigner les nouveaux programmes, la CUP recommande aux associations professionnelles et aux universités de s'associer pour définir un cadre commun pour la formation continue. Du même coup, il est recommandé que les universités assument leur rôle dans ce domaine et le fassent savoir aux commissions scolaires et au MEQ.

Formation initiale

Sur le plan de la formation initiale, la CUP insiste sur la nécessité de développer un consensus quant à un corpus commun de connaissances autour de l'éducation physique et invite les unités académiques à unir leurs efforts en vue de développer des didactiques appropriées. Les problèmes appréhendés sur le plan de la formation pratique devraient également faire l'objet de réflexions.

Partage de cours

Enfin, la CUP recommande à l'UQAM ainsi qu'aux universités Laval, de Sherbrooke et du Québec à Trois-Rivières, de poursuivre les discussions autour d'un doctorat conjoint en intervention éducative et d'ouvrir ce



projet aux autres universités. De plus, les universités montréalaises sont invitées à mettre en commun leurs ressources afin de proposer aux étudiants une offre partagée de cours.

1. Depuis cette réforme menée par le ministère de l'Éducation (MEQ) en 1998, les programmes de bac en enseignement de l'éducation physique et à la santé sont passés de 90 à 120 crédits, affichant désormais des exigences accrues sur le plan de la formation pratique (durée de 700 heures) et de la polyvalence (approfondissement d'une deuxième discipline), en plus d'être soumis à des mesures de contingement.

Sur Internet :

Les rapports de la CUP sont disponibles à l'adresse suivante : www.cup.qc.ca/

Administration et économique

Le 19^e rapport de la CUP traite des programmes d'études en administration, en économique et en relations industrielles¹. Dans ces trois domaines, la Commission observe une plus grande orientation des étudiants vers des programmes professionnels. Or, souligné-on, l'université enjoint de former des diplômés qui non seulement comprennent les bases de la gestion mais aussi le contexte socio-économique dans lequel l'entreprise se situe. À la base de cette transmission et production de savoirs se trouverait la recherche et c'est pourquoi, dans ses recommandations, la CUP y accorde une très large place, de même qu'à la formation de 3^e cycle.

Études doctorales et recherche

De fait, la CUP invite les universités qui offrent des programmes d'études supérieures en **administration** à prendre des mesures pour : encourager la recherche; accroître, par le biais de passerelles ou de propédeutiques adaptées, le bassin d'étudiants aux 2^e et 3^e cycles; et assurer la diplomation d'une plus grande proportion de candidats au doctorat par un meilleur soutien financier. En outre, en vue d'offrir une formation optimale aux doctorants en **économique** ou en **relations industrielles**, les établissements sont conviés à collaborer et à définir clairement leurs spécialités.

Administration : des ratios élevés

Selon la CUP, la collaboration interuniversitaire est déjà avancée en administration au vu du nombre de programmes conjoints, réseau ou offerts en extension. Toutefois, la CUP constate que les inscriptions aux programmes de certificat, entre 1992 et 1998, ont connu de fortes baisses dans quatre champs d'études : administration et gestion des opérations et de la

production (-41%), sciences comptables (-39%), gestion des ressources humaines (-28%) et systèmes d'information (-22%). Elle invite donc les établissements à examiner les causes et les effets du phénomène et à remettre un rapport à ce sujet.

Autre problème, le ratio du nombre d'étudiants en équivalence temps complet (EETC) par professeur régulier est nettement plus élevé en administration (36,1) que pour l'ensemble des secteurs universitaires (24,8). En fait, on trouve trois ratios supérieurs à 34 (Concordia, Laval, UQAM) et trois supérieurs à 40 (HEC, Sherbrooke et McGill)! Une situation qui, selon la CUP, a des effets négatifs sur la qualité de l'encadrement des étudiants et sur la disponibilité des professeurs en matière de recherche. Aussi, les établissements concernés et le MEQ sont priés de mettre de l'avant des moyens pour assurer un corps enseignant de qualité et en nombre suffisant.

Les économistes en déclin?

À l'instar de certains domaines d'études des sciences sociales, l'éco-

nomique connaîtrait des difficultés : problèmes de recrutement au premier cycle, faible taux de diplomation, petite taille de l'effectif des programmes de 3^e cycle. La CUP recommande aux trois départements d'économie affichant des taux globaux de diplomation au bac inférieurs à 50% - soit l'UdeM, l'UQAM et l'UQTR - de procéder à l'analyse détaillée de la situation et de prendre des mesures pour la corriger. Enfin, après avoir constaté que les trois universités anglophones comptaient, en 1998, près de 70 % des inscriptions au bac en économique à travers tout le Québec, la CUP invite les universités francophones à une action énergique en vue d'augmenter le recrutement de leurs étudiants.

1. À l'automne 1998, le domaine de l'administration - ou sciences de la gestion - était constitué de près de 180 programmes répartis dans 15 établissements attirant une clientèle de plus de 47 000 étudiants. En économique, on dénombrait 38 programmes répartis dans 10 établissements pour un total de 2 400 étudiants. Enfin, le domaine des relations industrielles, couvert par six établissements, offrait un total de 17 programmes regroupant quelque 2 100 étudiants.

SOUTENANCES DE THÈSE

Sémiologie

M. Jean Dragon
La poétique batailleuse : une pratique de la dépossession.
Direction de recherche :
M. Pierre Ouellet
Le 31 mars 2000.

Sociologie

Mme Martine Paquin
D'un projet politique à un projet économique : analyse des discours politiques du Québec contemporain de 1960 à 1969 et de 1985 à 1994.
Direction de recherche :
M. Jules Duchastel
M. Gilles Bourque
Le 18 février 2000.

PRÊTS AUX ÉTUDIANTS ENTREPRENEURS

CET ÉTÉ, CRÉEZ VOTRE PROPRE ENTREPRISE ESTIVALE !

DEMANDEZ UN PRÊT EN LIGNE À L'ADRESSE WWW.BDC.CA

OU COMPOSEZ LE 1 888 INFO-BDC

BDC

Banque de développement du Canada
Business Development Bank of Canada

Stratégie emploi jeunesse
North Employment Strategy

Canada

VISEZ
DANS LE
MILLE !

...Chaire (suite de la page 1)

quier international, il faut développer les habiletés entrepreneuriales des bio-industries, explique le titulaire de la Chaire, le professeur Paul Beaulieu (management et technologie). Plusieurs experts rencontrés soulignent que la capacité limitée des entrepreneurs à transformer leurs innovations biotechnologiques en produits commerciaux représente un problème majeur.

La Chaire a pour mission de développer les connaissances scientifiques et stratégiques sur la gestion des entreprises et des transferts de technologie, ainsi que sur la dynamique des grappes d'activités et d'innovations des bio-industries. Elle vise à relier les chercheurs en gestion et les experts du domaine, à contribuer au transfert de l'expertise et des connaissances entre l'entreprise et l'université, à effectuer des recherches de pointe et à modéliser les dynamiques de gestion en développant des indicateurs de performance et des outils pour cette nouvelle géné-

ration d'entrepreneurs.
Brevets, risques et financement

« Le financement des entreprises, c'est la première préoccupation de ceux qui gèrent cette industrie, et un élément-clé de la commercialisation des produits à l'échelle mondiale », précise M. Beaulieu. La commercialisation nécessite souvent des investissements de l'ordre de 500 M \$. D'autres problématiques telles la valeur d'un brevet, l'inscription à la Bourse, l'évaluation du risque et les alliances stratégiques intéresseront aussi les chercheurs. Sous la direction scientifique du titulaire adjoint, le professeur Michel Y. Bergeron (stratégie des affaires), l'équipe regroupe des chercheurs de Concordia, Sherbrooke, Laval, McGill, HEC et Carleton, ainsi que le professeur Jorge Niosi de l'UQAM (management et technologie). Plusieurs étudiants des cycles supérieurs et agents de recherche sont déjà actifs à la Chaire, qui offrira annuellement des bourses

de recherche.

Rattachée à l'École des sciences de la gestion, la Chaire réunit plusieurs partenaires¹ qui assument environ le quart du budget, explique M. Beaulieu. Le reste provient des subventions et contrats de recherche. L'Université fournit locaux et mobilier. Notons qu'outre les canaux usuels de diffusion des résultats de recherche, la Chaire produira une étude bisannuelle détaillée de l'état des bio-industries au Québec et au Canada.

1. Les partenaires en date de janvier 2000 sont : Biochem Pharma, Investissement Québec, Centre de recherche du CHUL, Société générale de financement du Québec, Innovatech Grand Montréal, Transfert Technologies Commercialisation Capital-T²C², Centre québécois de valorisation des biotechnologies, Ministère de l'Industrie et du commerce, Développement économique Canada.

Sur Internet :

www.bio-industries.uqam.ca

Nouveau MBA en gestion des bio-industries

L'École des sciences de la gestion offrira à compter de septembre 2000 un nouveau programme de MBA en gestion des bio-industries, qui s'adresse à une clientèle scientifique diplômée provenant des facultés de sciences et de génie. Cette solide formation de gestionnaire, entièrement adaptée au contexte d'une entreprise technologique et aux spécificités des bio-industries, sera également offerte à des cohortes formées de gestionnaires en entreprise.

VITE LU

Étudiants à l'Assemblée des gouverneurs

À la suite du scrutin de janvier dernier, M. David D'Arrisso, étudiant de l'UQAM (bac en enseignement des sciences humaines au secondaire), a été élu à titre de membre représentant les étudiants à l'Assemblée des gouverneurs de l'UQ. M. Jonathan Moreau de l'UQAR a également été élu lors du suffrage.

Médaillé d'or

Hugo Lebire, étudiant inscrit au programme de baccalauréat d'intervention en activité physique (profil récréosportif), a obtenu deux médailles d'or de l'organisme Bobsleigh Canada à la compétition *America Cup*, en janvier dernier. Soulignons que M. Lebire est entraîné par François Taillefer, chargé de cours au Département de kinanthropologie et étudiant au doctorat en ergonomie.



UQAM

QUI DIT MIEUX?

...pour le
branché!

à partir de **1444\$**



...le iMac

...pour celui qui
bouge!

à partir de **2311\$**



...le iBook

...pour le
pro!

à partir de **2211\$**



...le G4



Micro-Boutique Universitaire
Université du Québec à Montréal
Local A-M920
400 Ste-Catherine est, Montréal
Tél.: 514.987.3149



Concessionnaire autorisé

Apple et le logo Apple sont des marques déposées d'Apple Computer, Inc., enregistrés aux États-Unis et autres pays.

Préserver la santé des artistes

Sous la direction de la professeure Sylvie Fortin, le Département de danse vient d'ouvrir un Centre de santé pour artistes situé au pavillon Latourelle¹. « Le nombre de blessures accidentelles subies par les danseurs, affirme Mme Fortin, est comparable à celui existant dans le monde du sport professionnel et 75 % des danseurs auront à vivre avec une blessure chronique au cours de leur carrière. De plus, il n'est pas rare de voir des danseurs terminer leur carrière vers l'âge de 30 ou 35 ans ».

Centré dans un premier temps sur la formation, le Centre de santé entend offrir aux étudiants en danse, ainsi qu'aux professeurs et chargés de cours, l'expertise d'une équipe multidisciplinaire et l'accès à un équipement approprié afin de guider leur apprentissage dans un contexte où tout est mis en oeuvre pour préserver leur santé². On se soucie bien sûr des muscles et des articulations, mais aussi de la condition physique générale, de la nutrition, et de la psychologie. L'idée sous-jacente est simple : il s'agit de ne pas dépasser les limites de la physiologie et de se préoccuper davantage de la prévention des blessures. Ce faisant, souligne Sylvie Fortin, l'UQAM emboîte le pas à un courant international qui, depuis quelques années, s'intéresse à la façon dont les danseurs prennent soin de leur santé. « L'objectif visé est d'augmenter le bien-être et la qualité de vie des danseurs, de prolonger leur carrière et de les aider à atteindre une prestation optimale ».

Les danseurs, dans leur formation et dans leur entraînement quotidien, sont amenés de plus en plus à concilier les exigences de nouvelles esthétiques chorégraphiques, fortement orientées



Centre de santé pour artistes : à l'avant-plan, Mme Sylvie Fortin, professeure au Département de danse.

vers des prouesses acrobatiques, avec les connaissances mises à jour dans des domaines de recherche en émergence, telles la médecine de la danse ou l'éducation somatique. Comme le précise Mme Fortin, « l'art chorégraphique a beaucoup changé ces dernières années et il est devenu plus exigeant pour le corps du danseur. Aussi faut-il revoir les habitudes de travail et les méthodes d'entraînement à la lumière de cette évolution ».

Ainsi, ce mouvement de promotion de la santé vise également à établir des liens plus étroits entre le milieu artistique et celui de la santé. D'une part, les professionnels de la santé (médecins, physiothérapeutes) doivent développer une expertise à l'égard des problèmes spécifiques rencontrés par les artistes et, d'autre part, ces derniers doivent réévaluer leurs pratiques artistiques et pédagogiques de façon à prévenir les problèmes.

C'est pourquoi, explique Mme Fortin, le Centre envisage de développer un volet recherche qui serait axé sur la prévention et la réhabilitation. « Une équipe de professionnels de la santé pourrait travailler avec les enseignants à décloisonner les sphères trop étanches du scientifique, de l'artistique et du pédagogique. Enfin, nous aimerions aussi élargir l'accès au Centre pour les étudiants de d'autres disciplines artistiques : théâtre, musique, ou arts visuels ».

1. À noter le rôle joué par MM. Pierre Parent, secrétaire général et adjoint à la rectrice et Alain Dufour, vice-recteur aux ressources humaines et aux affaires administratives pour que ce projet se concrétise.
2. Signalons que le Centre de santé profite de la collaboration d'experts de Perfmax, une clinique de santé et de haute performance.

VITE LU

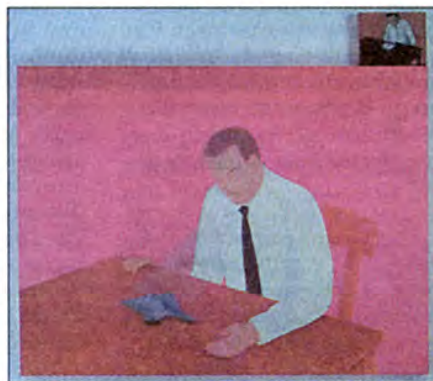
Performance théâtrale

Le Département de théâtre présente la performance théâtrale *Vide d'ange*, une métaphore urbaine conviant cinq spectateurs dans l'univers d'un personnage bouleversé, confronté à son impuissance face à sa propre existence. Par l'entremise d'un langage gestuel et onirique, ce personnage réapprend à vivre en se réappropriant les actions toutes simples du quotidien. Catherine Lalonde signe la mise en scène et Annie Bellerose la direction de production. Du 8 au 11 mars à 18h et le 10 mars à 14h, au Studio-d'Essai Claude-Gauvreau (Billets 3 \$). Réservations : 987-3456. Du 14 au 17 mars, heure de dîner et du souper, à la Grande-Place. Informations: 598-1130 ou 523-7030.

À la Galerie

L'art en cavale

Du 3 mars au 8 avril prochains, la Galerie de l'UQAM présente une exposition de l'oeuvre inédite de Francis Alÿs, intitulée *The Last Clown*. Francis Alÿs est un artiste belge qui vit à Mexico depuis une douzaine d'années. Le déplacement en milieu urbain, les rencontres, les conversations fortuites et les histoires qui s'entrecroisent, viennent nourrir une oeuvre protéiforme, à la fois énigmatique et ironique, grave et légère, qui comporte une activité picturale, la production d'objets singuliers, ainsi que des films et des vidéos. Francis Alÿs est un voyageur inlassable et cette condition d'être en transit imprègne l'ensemble de sa démarche. Il aime évoquer la figure de l'artiste nomade dont l'atelier est aussi bien la rue que la table de travail, la ville que l'avion l'amenant à sillonner le monde. Voici un artiste qui s'intéresse également aux notions d'auteur et d'originalité en art, et qui a déjà réalisé une suite de tableaux en collaboration avec des peintres-artisans mexicains.



Francis Alÿs *Sans titre*, 1997. Huile sur bois, émail sur métal.

The Last Clown, soit l'histoire d'une rencontre accidentelle entre un promeneur et un chien, comprend un

film en boucle et propose une suite de dessins et de tableaux. Pour cet événement, la Galerie publiera un catalogue incluant un essai de Michèle Thériault, Commissaire de l'exposition, qui paraîtra à la fin mars. De plus, Michèle Thériault accueillera le public le samedi 18 mars, de 14 h à 15 h, pour une visite commentée de l'exposition. À noter que le vernissage aura lieu le 2 mars à 17 h 30.

La Galerie, située au 1400, rue Berri, est ouverte du mardi au samedi, de midi à 18 h. L'entrée est libre. Renseignements : 987-3000, poste 8421.

Centre de design

Un magicien de l'affiche

Le Centre de design de l'UQAM présente, du 9 mars au 9 avril, une exposition consacrée à un graphiste japonais émérite, Shigeo Fukuda qui, tout au long de sa carrière, a créé plus de 1 300 affiches. Récusant les nouvelles techniques, Fukuda continue de réaliser toutes ses maquettes graphiques à la main. Dans son oeuvre, tout est source de création : la nature, l'architecture, un voyage au Canada, les grandes causes, etc. Admirateur de Escher, il cherche sans cesse de nouveaux jeux d'illusions visuelles. Avec lui, trompe-l'oeil et humour sont toujours au rendez-vous. Fukuda aime également revisiter les grands classiques et les détourner à sa manière. Cette exposition est réalisée par la Fondation du Japon, grâce au soutien du Consulat général du Japon à Montréal et du ministère des Relations internationales du Québec. Le vernissage aura lieu le mercredi 8 mars, à 18 h, en présence de M. Fumiaki Takahashi, Consul général du Japon à Montréal, de Mme Lynn Drapeau, vice-rectrice à la formation, d'un représentant du ministère des Relations



Oeuvre de Shigeo Fukuda.

internationales du Québec et de M. Marc H. Choko, directeur du Centre de design.

Par ailleurs, au cours de la même période, dans le hall principal du pavillon de design, le Centre propose une autre exposition intitulée *La constitution d'un regard*, soit quelques figures de l'environnement du marché Jean-Talon, réalisées par Maurice Amiel. Vernissage : mercredi 8 mars, à 18 h.

École de fouilles

Un stage de terrain en archéologie préhistorique se déroulera cet été au Bau de l'Aubésier, en France, sous la direction de M. Serge Lebel, professeur associé au Département des sciences de la Terre et de l'Atmosphère. Ce stage permettra aux étudiants sélectionnés d'oeuvrer au sein d'une équipe internationale d'archéologues menant des fouilles dans un vaste abri sous roche dont les couches inférieures

remontent à plus de 200 000 ans. Parmi les découvertes, on compte notamment des dents humaines de Néandertal ainsi que des vestiges de grands mammifères. Les étudiants intéressés à participer à ce stage crédité par l'Université - et dont la durée est de trois semaines - peuvent obtenir davantage d'informations en contactant le professeur Lebel au 987-3000, poste 1646. Date limite : avril 2000.

